

L'ANALYSE DE JEAN PISANI-FERRY



ALERTE ROUGE À MANAUS

25 janvier 2021

Manaus est la grande ville située le long de l'Amazonie, dans le Nord-Ouest du Brésil. Le variant qui y est apparu, alors que la ville avait presque atteint le niveau d'immunité de groupe, rappelle que nous courrons contre la montre. Or, la mobilisation internationale pour que le vaccin soit accessible à tous les pays reste très insuffisante. Comment expliquer ce manque de lucidité collective ?

Vue depuis l'Europe, l'Asie ou même l'Amérique du Nord, Manaus est très loin. C'est pourtant là que vient d'être identifiée une nouvelle menace globale : le variant 501.Y.V3. C'est lui qui est responsable de la nouvelle vague épidémique qui déferle sur la capitale amazonienne où deux habitants sur trois avaient pourtant déjà été infectés^[1] au printemps 2020, un phénomène qui suggère que ce variant est capable de déjouer l'immunité acquise. Du coup, les scientifiques s'interrogent : pourrait-il aussi s'avérer résistant à certains des vaccins existants ? Même si les vaccins à ARN messager peuvent être adaptés rapidement, l'émergence d'un tel risque d'inefficacité au moment où la vaccination de masse commence à prendre son essor est effrayante.

Nous savons que les virus mutent en permanence. Nous savons également que, si beaucoup de ces mutations sont anodines, d'autres, plus dangereuses apparaissent régulièrement. Plus nombreuse est la population touchée par un virus, plus élevée est la probabilité qu'apparaisse un variant dangereux, ou même une nouvelle souche. Chacun de nous est un laboratoire potentiel pour ces mutations. Avec 600.000 nouveaux cas identifiés^[2] chaque jour à travers le monde, plusieurs millions de tels laboratoires sont actuellement en activité. Une chose est sûre : il y aura beaucoup d'autres mutations.

[1] <https://www.telegraph.co.uk/global-health/science-and-disease/hopes-herd-immunity-wane-manaus-city-declares-state-emergency/>

[2] <https://ourworldindata.org/covid-cases>

Cette menace confronte la communauté internationale à un terrible choix : soit concevoir et mettre en œuvre une stratégie globale, soit verrouiller les frontières et laisser chaque pays se débrouiller. Il n'existe pas de voie médiane efficace. La combinaison, aujourd'hui dominante, du nationalisme vaccinal et des frontières à moitié ouvertes est une stratégie perdante. Déjà, les variants d'Afrique du Sud[3] et de Manaus[4] ont été repérés en Allemagne. Dans un monde ouvert où la moitié la plus riche tenterait de protéger sa population tandis que l'autre moitié n'en aurait pas les moyens, la contamination traverserait les frontières de et vaincrait les politiques de santé les plus sophistiquées.

Sur le papier, le choix entre agir globalement et fermer les frontières est facile à trancher. Selon la Banque mondiale[5], 4 milliards d'individus vivent dans des pays à revenu faible ou moyen-faible. En supposant un prix de 10 dollars par vaccination, l'achat d'un nombre suffisant de doses pour immuniser les trois quarts de cette population coûterait 30 milliards de dollars. C'est à peine deux centièmes des pertes budgétaires déjà causées par la crise dans les économies avancées. Même d'un point de vue étroitement économique et même si le prix des doses devait être dix fois plus élevé, un investissement des pays riches dans la lutte contre la pandémie dans les pays pauvres est extrêmement rentable. Inversement, l'alternative consistant à fermer complètement les frontières pour contenir la circulation du virus enverrait un signal désastreux et détruirait la prospérité à grande échelle.

Conscients du défi, les pays riches soutiennent un programme de ce type, mais à une échelle beaucoup plus petite : l'initiative Covax[6]. Lancée en avril 2020 par l'Organisation mondiale de la Santé, la Commission européenne et la France, elle a pour buts, d'une part, d'aider les États à négocier conjointement les achats de vaccins et, de l'autre, de fournir aux pays pauvres assez de doses gratuites pour vacciner 20 % de leur population. C'est certainement insuffisant pour endiguer les contaminations, mais assez pour protéger les personnes âgées et les professionnels de santé. Et c'est un tremplin vers des actions futures.

A la fin de 2020, Covax avait levé[7] 2,4 milliards de dollars et commandé suffisamment de doses pour vacciner un milliard de personnes en 2021, mais elle peinait à trouver les 5 milliards supplémentaires nécessaires pour financer son programme, pourtant encore peu ambitieux.

[3] <https://www.dw.com/en/south-african-covid-variant-found-in-germany/~-:text=A%20coronavirus%20variant%20that%20was, long%20stay%20in%20South%20Africa.>

[4] <https://www.dw.com/en/coronavirus-digest-germany-detects-first-case-of-brazilian-variant/a-56307893>

[5] <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>

[6] <https://www.gavi.org/covax-facility>

[7] <https://www.gavi.org/sites/default/files/covid/covax/COVAX-AMC-Donors-Table.pdf>

L'Administration Trump, en particulier, avait refusé d'apporter le soutien américain à l'initiative. En outre, les fabricants de vaccins priorisent les marchés les plus rentables, c'est-à-dire ceux des pays riches dont les gouvernements sont prêts à payer plus cher pour accélérer leur approvisionnement. Il n'est pas étonnant que le directeur de l'OMS, Tedros Ghebreyesus ait récemment averti[8] que le monde était « au bord d'un échec moral catastrophique ».

Au-delà de cet échec moral, ce qui est déroutant, c'est l'échec de l'action collective qu'entraîne un tel comportement. Ce n'est pas seulement le sens du devoir qui devrait pousser les pays riches à en faire davantage, mais aussi leur intérêt. Et pourtant, à l'évidence, ils renâclent. Pourquoi ?

La première raison est leur myopie. Ce n'est pas seulement sur la scène mondiale, mais aussi chez eux que les gouvernements n'en font pas assez. En Europe, les investissements dans la recherche et le développement de vaccins sont loin d'avoir atteint les 18 milliards de dollars consacrés par les États-Unis à l'opération Warp Speed[9]. Curieusement, la "facilité pour la reprise et la résilience" de l'Union européenne, qui est doté de 390 milliards d'euros, n'inclut pas de financement conjoint pour la recherche sur les vaccins.

La deuxième raison est la tentation traditionnelle du passager clandestin. Les gouvernements des pays riches ont chacun de fortes incitations à protéger leurs citoyens. Mais quand il s'agit de soutenir les pays pauvres, c'est la fameuse tragédie des communs[10] qui s'impose : chaque joueur a de bonnes raisons d'attendre que les autres paient pour le bien commun. Entre une Chine fuyant ses responsabilités et un Donald Trump annonçant un retrait de l'OMS au moment même où une action commune était requise, le leadership a été dramatiquement absent depuis le printemps.

La troisième raison tient à une gouvernance chaotique. Le domaine de la santé mondiale est incroyablement complexe et enchevêtré, avec de nombreux chevauchements institutionnels. Parce que l'OMS est largement considérée comme une institution inefficace et politisée, les initiatives se sont multipliées à ses marges. Donateurs privés tels que la Fondation Gates, gouvernements et organismes publics joignent leurs forces au cas par cas pour développer des initiatives en tous sens. La carte du financement[11] qui en résulte défie l'imagination. Ce n'était pas très grave tant que la résolution des nouveaux défis nécessitait une mobilisation et des ressources limitées, mais la pandémie exige une action d'une envergure et d'une nature incomparables.

[8] <https://news.un.org/en/story/2021/01/1082362>

[9] <https://www.bloomberg.com/news/features/2020-10-29/inside-operation-warp-speed-s-18-billion-sprint-for-a-vaccine>

[10] <https://science.sciencemag.org/content/162/3859/1243>

[11] <https://vizhub.healthdata.org/fgh/>

Le monde peut-il changer de cap ? La question est maintenant pressante. Heureusement, l'administration Biden a déjà annoncé son intention de rejoindre Covax[12]. Il y a encore peu, on attendait que réparation du commerce international et engagement dans l'action climatique soient ses premières priorités extérieures. Les événements pourraient bien en décider autrement et transformer rapidement la coordination des efforts contre la pandémie en épreuve décisive pour le leadership mondial du président Biden. Mais si l'engagement des États-Unis est indispensable, une action commune beaucoup plus large s'impose pour prévenir un désastre moral, sanitaire et économique de grande ampleur.

© Project Syndicate

<https://www.project-syndicate.org>

Jean Pisani-Ferry est économiste. il enseigne à Sciences Po et est titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen (Florence). Il est également senior fellow chez Bruegel (Bruxelles) et nonresident Senior Fellow au Peterson Institute (Washington).

[12] https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next_url=https%3a%2f%2fwww.washingtonpost.com%2fworld%2fbiden-administration-who-covax%2f2021%2f01%2f20%2f3ddc25ce-5a8c-11eb-aaad-93988621dd28_story.html